

# «Le gouvernement fait le service minimum pour les transports»

04 SEP 2020

[+ Suivre](#)[★ Favoris](#)[Réagissez !](#)

PARTAGER



Yves Crozet

© OECD/Michael Dean

Mis à jour le 08 septembre 2020

Ville, Rail & Transports a interrogé l'économiste Yves Crozet sur le plan de relance ferroviaire présenté le 3 septembre par le gouvernement.

## Ville, Rail & Transports. Quel regard portez-vous sur le plan de relance gouvernemental ?

**Yves Crozet.** Ce qui ressort avant tout, selon moi, c'est que le gouvernement est pessimiste sur la reprise. Quand il nous dit qu'il faudra attendre 2022 pour retrouver les niveaux d'activité de 2019, il sous-entend que nous allons vers une récession très importante.

On voit bien que c'est d'abord un plan de relance économique et social qui a fait, ensuite, l'objet d'un verdissement. Il prévoit des aides aux entreprises, des aides aux ménages et un soutien à des entreprises publiques comme la SNCF. C'est un plan de relance qui arrose un peu tous les secteurs. C'est un peu l'inventaire à la Prévert. Le verdissement est finalement un aspect marginal du plan, sans doute aussi parce que Bruxelles le demande. L'essentiel va aux bâtiments, à la rénovation énergétique... C'était déjà dans les tuyaux depuis plusieurs mois.

## VRT. Les aides au ferroviaire vous paraissent-elles à la hauteur des enjeux ?

**Y. C.** Pour les transports, le gouvernement fait le service minimum. Il a prévu une recapitalisation d'environ 2 milliards d'euros pour la SNCF. Or la SNCF va perdre bien plus avec la crise de la COVID-19. Le gouvernement ne lui fait pas de cadeau.

Il affirme aussi vouloir relancer l'activité ferroviaire et faire passer la part modale du fret de 9% actuellement à 18%. Mais ce ne sont que des vœux pieux. Pendant le confinement, la part modale du fret ferroviaire est tombée à 6 ou 7% : il y a eu plus de circulations de camions que de trains de marchandises. Ce ne sont pas les quelques appels d'offres pour faire des lignes de ferromagasinage (pour aller par exemple de Normandie à l'Espagne) qui vont changer la situation.

Je ne vois pas non plus grand-chose pour relancer l'activité voyageurs. Ce ne sont pas les deux trains de nuit qui vont y contribuer. Il y a un saupoudrage des financements mais tout cela ne représente pas grand-chose. En revanche, on reprend ainsi les propositions de la Convention citoyenne sur le climat. On fait aussi plaisir aux élus en parlant de la relance des petites lignes. On nous a déjà tellement fait de promesses sur la mobilité depuis 20 ans ! Mais sans résultats. Les annonces faites avec le plan de relance n'auront aucun impact sur les parts modales.

## VRT. Votre discours est extrêmement pessimiste...

**Y. C.** Je suis très pessimiste sur les conséquences économiques du confinement. Il va y avoir plusieurs centaines de milliers de chômeurs en plus, ce n'est pas favorable aux transports. Avec la baisse des flux de marchandises et des voyageurs, le ferroviaire va souffrir plus que les autres secteurs. Le gouvernement travaille sur l'urgence économique et sociale.

## VRT. Qu'aurait-il fallu faire, selon vous, pour une vraie relance du ferroviaire ?

**Y. C.** Si le gouvernement avait vraiment voulu une relance du ferroviaire, il aurait débloqué 10 milliards d'euros pour les mobilités du quotidien. Autrement dit, pour les métropoles. Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse... Là où il y a du monde et une vraie demande. Les pouvoirs publics auraient dû clairement dire quels travaux envisager avec les élus pour chacune des métropoles. Beaucoup demandent des RER métropolitains sur le modèle de l'Île-de-France. Là, les investissements auraient du sens.

## VRT. En revanche, le transport aérien est particulièrement aidé...

**Y. C.** On aligne les milliards pour ce secteur qui est dans une situation particulièrement difficile en ce moment. Le gouvernement souhaite travailler sur l'hydrogène, ce qui a vraiment du sens pour l'aérien, notamment pour Airbus, un fleuron de notre industrie. Il y a un vrai enjeu de compétitivité : si dans quelque temps l'aérien redémarre au rythme de la croissance des vingt précédentes années, il faudra avoir réussi à le décarboner.

Propos recueillis par Marie-Hélène Poingt